

## Afrique du Sud // Les récentes émeutes auront un impact durable sur la situation économique du pays

*En pleine troisième vague de l'épidémie de Covid-19, l'Afrique du Sud a été touchée par une semaine d'émeutes et de pillages sans précédent, concentrés dans les deux provinces les plus riches du pays. Outre l'impact matériel, qui est considérable, l'activité devrait être affectée sur une période prolongée, compte tenu de la désorganisation des chaînes logistiques. A plus long terme, l'image de l'Afrique du Sud auprès des investisseurs va être durablement écornée. Si la situation est en cours de normalisation, les autorités craignent désormais le sabotage des infrastructures et l'éclatement de violences intercommunautaires.*

**1. Une vague d'émeutes et de pillages sans précédent secoue l'Afrique du Sud depuis le dimanche 11 juillet.** Les violences ont démarré dans la province du KwaZulu Natal (KZN – région de Durban), en marge de manifestations en soutien à l'ancien président Jacob Zuma, incarcéré le mardi 7 juillet pour entrave à la justice. Les premières protestations se sont transformées en émeutes et en pillages, alimentés par le contexte économique et social très dégradé, exacerbé par la crise – 1,4 M emplois ont été détruits depuis mars 2020, le chômage touche près du tiers de la population active (le double chez les jeunes), l'extrême pauvreté a augmenté de 10% et les conditions de vie se sont dégradées ces derniers mois, suite à l'augmentation des prix et la fin des mesures de soutien aux ménages mises en œuvre suite à la crise. Les violences se sont ensuite propagées à la province du Gauteng (région de Pretoria et Johannesburg). Le bilan provisoire fait état de plus de 110 morts.

**2. Sur le plan matériel, les premières estimations des dégâts s'élèvent entre 15 Mds ZAR (900 000 EUR) et 50 Mds ZAR.** Un millier de commerces et de centres commerciaux ont été pillés, dont un tiers a été entièrement ou partiellement détruit. Les émeutiers s'en sont également pris à des entrepôts (très nombreux dans la région du port de Durban), à des véhicules de transport de marchandises, aux infrastructures routières et logistiques, mais aussi à des hôpitaux.

**3. Par ailleurs, l'activité a été fortement affectée, notamment par la désorganisation des chaînes logistiques – ce qui a poussé certains analystes à retrancher entre 0,5 et 1 point de croissance à leurs prévisions pour 2021.** Dans la région du KZN et dans les zones les plus sensibles du Gauteng, la plupart des entreprises et sites de production ont fermé de manière préventive. Dans les zones les moins affectées de ces deux régions l'activité tourne au ralenti, compte tenu de la difficulté pour les employés de rejoindre leur lieu de travail. Le plus préoccupant concerne l'impact des émeutes sur les chaînes logistiques qui affecte l'approvisionnement en denrées alimentaires, en produits de première nécessité (médicaments) et en carburant. Le port de Durban, principal centre d'approvisionnement du pays (et de la sous-région), a été mis à l'arrêt. Les compagnies de transport de marchandises, qui ont été ciblées par les émeutiers, ont aussi suspendu leurs activités. La circulation sur l'axe Johannesburg-Durban a été quasiment coupée pendant quatre jours, elle n'est toujours entièrement rétablie. Les deux plus grandes raffineries du pays ont aussi fermé leurs portes. Enfin, le programme de vaccination a été suspendu dans tout le KZN et dans une bonne partie du Gauteng, compromettant encore un peu plus la reprise.

**4. Sur le plan social, des centaines de milliers de personnes vont perdre leur emploi ou être mis au chômage technique.** L'inquiétude est particulièrement forte concernant la situation dans les *townships*, qui sont les premiers affectés par la destruction des infrastructures et des centres commerciaux, par les pénuries et par le chômage. Les petits commerçants du secteur informel qui n'étaient pas assurés vont aussi être particulièrement touchés.

**5. Dans un contexte budgétaire très contraint, le gouvernement va probablement devoir réagir avec un plan d'urgence, remettant en cause le début d'ajustement mis en œuvre ces derniers mois.** Il s'agira premièrement de reconstruire les infrastructures détruites ou endommagées (Etat central et collectivités), ensuite de soutenir les ménages (aide alimentaire, chômage partiel) et les entreprises qui ont subi les plus gros dégâts (allègements fiscaux, fonds d'urgence), enfin d'apaiser les tensions sociales (augmentation des allocations et des minimas, soutien à l'emploi).

**6. A plus long terme, l'image de l'Afrique du Sud auprès des investisseurs va être durablement écornée, alors que le pays souffrait déjà d'un déficit d'attractivité du fait de la dégradation du climat des affaires sous les présidences de Jacob Zuma** – avec le développement de la corruption, des problèmes d'approvisionnement en électricité, l'instabilité réglementaire et des règles toujours plus contraignantes pour les investisseurs étrangers, etc. De nombreux investisseurs ont mis avant ces derniers jours l'incapacité du gouvernement à rétablir l'ordre, à protéger les personnes et les biens et à faire respecter les droits de propriété.

**7. Si les émeutes et les pillages ont pris fin, suite notamment au déploiement en masse de l'armée, la situation reste très tendue, en particulier au KZN.** D'une part, des petits groupes continuent de s'en prendre aux infrastructures dans la province – un millier d'antennes relais ont été détruites. Par ailleurs, les habitants de nombreux quartiers résidentiels, craignant d'être attaqués, se sont organisés en milices armées, faisant redouter une flambée de violences intercommunautaires.